

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4401^R

Service Central:

Région: Agent

OBJET DE LA CONSULTATION

Divorce - garde des enfants, confiée à la mère qui les fait élever dans la religion catholique, alors qu'ils étaient calvinistes comme leur père - Recours possibles contre un tel abus ?

M. Lambère

Références :

Observations :

D^{re} N° 4401^R ; Aff. :

IV.

Paris 13 dec. 1934.

Sûr. 1935. 2. p. 168

Les mesures prescrites quant à la garde et à l'administration des enfants mineurs sont, de leur nature, provisoires, révocables et susceptibles de recevoir les modifications que rend nécessaire l'intérêt des enfants, les tribunaux ayant alors à cet égard un pouvoir discrétionnaire d'appréciation.

Le juge des référés est compétent dans tous les cas d'urgence et chaque fois qu'un retard ou un péril pressant occasionnerait un préjudice irréparable.

V. - Cass. Req. 17 fév. 1930. S. 1930.1.218

V. - art 303. C. civ.

I

C. Cassation (Ch. ~~Requêtes~~ ^{Civile-1})

13 ~~24~~ avril 1937 D.H. 1937.281.

L'epoux à qui la garde des enfants
n'a pas été confiée n'en conserve pas moins
le droit de surveiller leur éducation et
il lui appartient de s'adresser à la juridic-
tion compétente pour trancher le litige, au
cas où il estimerait qu'au point de
vue du choix de la religion dans laquelle
ils sont instruits, son conjoint ferait
du droit de garde un usage contraire
à leur intérêt.

V. Cass. Req. 14 avril 1919 (S. 1921.1.67)

n° 595.

La jurisprudence admet que les tribunaux dans l'exercice des pouvoirs qui leur appartient relativement aux mesures à prendre dans l'intérêt des enfants, peuvent apporter des modifications plus ou moins étendues à l'exercice de l'autorité paternelle.

Ils peuvent, notamment, confier à la mère, non seulement la garde des enfants, mais aussi leur éducation, lors même que les enfants auraient été élevés dans une religion différente de celle de la mère (Req. 9 juin 1857.

D. P. 57. 1. 401.)

Mais en pareil cas, le père, dont la puissance paternelle est simplement modifiée, conserve le droit de surveiller l'éducation de ses enfants, notamment sous le rapport religieux, et de recourir à la justice, s'il jugeait nécessaire de restreindre l'étendue des pouvoirs conférés à la mère (même

III

Dalloz R. P.

v. Puissance Paternelle p. 124

n. 84.

La volonté du père, clairement manifestée par des actes et par des paroles précises, quant à la religion dans laquelle il entend que son enfant soit élevé, est souveraine et doit, après sa mort, survenue postérieurement à celle de la mère, être respectée par le tuteur de l'enfant (Colmar 19 nov. 1857. D. P. 59. 2. 36.

En cas de conflit religieux entre les père et mère, le père a la prééminence. Paris 13 dec. 1934.
Sir 1935. 2. 168.

M. Roni

Aff. Lambère

(télph. 78)

En cas de divorce, la mère - à
qui les enfants ont été confiés - n'ex-
erce - elle pas ses droits en élevant
dans la religion catholique, religion
de ladite mère, le fils et les deux
filles, nés du mariage dissous,
alors que le père, protestant,
a toujours entendu que les
descendants soient calvinistes,
religion de sa famille ? Quel recours !